

RDC : trio de "facilitateurs" africains pour mener un processus de paix dans l'Est

@rib News, 25/02/2025 - Source AFP Les pays d'Afrique australe et de l'Est ont nommé trois anciens dirigeants du Kenya, de l'Éthiopie et du Nigeria pour être les "facilitateurs" d'un "processus de paix" en RDC, où le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) est arrivé dans la nuit de lundi 24 à mardi 25 février. Lors d'une offensive-clair ces dernières semaines dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le groupe armé M23 et ses alliés rwandais ont pris le contrôle de Goma et Bukavu, les chefs-lieux des provinces du Nord- et Sud-Kivu.

Les combats ont fait des milliers de morts selon l'ONU, qui craint un embrasement dans cette région troublée, en proie aux conflits depuis plus de 30 ans. Début février, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) s'étaient réunies en sommet et avaient appelé à un "cessez-le-feu immédiat" en l'Est congolais. Uhuru Kenyatta, ancien président du Kenya, Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigeria et Hailemariam Desalegn, ancien Premier ministre d'Éthiopie, sont nommés "facilitateurs du processus de paix de l'EAC-SADC (...) dans l'est de la RDC", écrivent les deux blocs dans un communiqué conjoint publié lundi soir. Aucun effort diplomatique n'a jusqu'ici abouti pour mettre fin aux hostilités. Le processus dit de Luanda, confié à l'Angola par l'Union africaine, avait échoué en décembre après l'annulation la dernière minute d'un sommet au cours duquel un accord de paix était attendu. Celui de Nairobi, confié par l'EAC à Uhuru Kenyatta, n'avait pas abouti non plus. Lors de leur sommet de février, la SADC et l'EAC avaient appelé à la fusion des deux processus. Les trois facilitateurs africains auront notamment pour objectifs "un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel", l'accès de l'aide humanitaire et la sécurisation de l'aéroport de Goma, la grande ville de l'Est congolais. Une réunion ministérielle est prévue vendredi pour "travailler sur les détails du cessez-le-feu", ajoute le communiqué. "Populations précieuses" Kinshasa accuse Kigali de vouloir dans les batteries et les équipements électroniques. Le Rwanda d'abord, et affirme que sa sécurité est menacée par certains groupes armés présents dans la région, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) créées par d'anciens responsables hutu du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994. Pour la première fois vendredi, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné directement le Rwanda pour son soutien au M23, appauvri sur le terrain par quelque 4.000 soldats rwandais selon des experts de l'ONU. Dans la nuit de lundi à mardi, le procureur de la CPI Karim Khan est arrivé dans la capitale congolaise Kinshasa, insistant sur l'inquiétude de son institution. "Un message très clair doit être passé: aucun groupe armé, aucune force armée, aucun allié d'un groupe armé ou d'une force armée n'a de chance en blanc", a-t-il lancé à la presse à son arrivée. Les populations de la RDC sont "aussi précieuses que celles d'Ukraine, d'Israël ou de Palestine, que les filles et femmes d'Afghanistan", a-t-il ajouté. Face au M23 et à ses alliés rwandais, la SADC a déployé une mission militaire dans l'est congolais, comptant des soldats d'Afrique du Sud, de Tanzanie et du Malawi. Ce dernier pays, a demandé à ses militaires de se préparer à quitter la RDC. Mardi, l'armée sud-africaine a annoncé que des soldats sud-africains "gravement blessés" ont été évacués. Quatorze militaires de Pr ont été tués depuis le début de l'année. Les récents combats font craindre une répétition de ce que l'on a appelé deuxième guerre du Congo (1998-2003), qui a impliqué de nombreux pays africains et entraîné des millions de morts par la violence, les maladies et la famine.